

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19195 - 74ÈME ANNÉE

Proposition convergeant avec la Conférence territoriale élargie

Projet d'une Fondation départementale ouverte à toutes les forces vives



Ce 21 décembre, la séance plénière du Conseil départemental était la première organisée depuis le début du mouvement social déclenché par les gilets jaunes. Pour répondre aux revendications, le président du Département a proposé la création d'une Fondation départementale citoyenne, associant les acteurs économiques, les collectivités, les chambres consulaires, les syndicats, les corps intermédiaires et toutes les forces vives. Une proposition qui n'est pas sans rappeler les contours d'une Conférence territoriale élargie à toutes les forces vives.

Plus d'un mois après le déclenchement du mouvement social, les

collectivités prennent position. A la Région, il a été notamment question de la création d'un conseil consultatif citoyen qui n'aura aucun pouvoir de décision. Cette initiative visant à canaliser les gilets jaunes suscite de nombreux commentaires qui interrogent sur l'objectif réel d'une proposition venue une fois de plus « d'en haut ».

Pour sa part, le Département propose autre chose. Dans son discours prononcé lors de la séance plénière du 21 décembre, Cyrille Melchior, président du Département, a appelé à la création d'une Fondation départementale citoyenne « pour apporter une réponse, à grande échelle, aux inéga-

lités de pouvoir d'achat » :

« Ce nouvel outil, dans le cadre d'une gouvernance apolitique, devra faire travailler de concert les citoyens, les acteurs économiques, les collectivités, les chambres consulaires, les syndicats salariés et patronaux, les corps intermédiaires et toutes les forces vives de l'île. Ceci dans le but d'ouvrir une nouvelle dimension de développement endogène autour d'une juste redistribution en faveur des publics les plus vulnérables comme aux travailleurs pauvres. Ensemble, bâtissons un nouveau modèle réunionnais ».

La raison qui préside à cette proposition tient en une phrase : « les richesses générées par les Réunionnais doivent d'abord profiter aux Réunionnais ».

Cette proposition n'est pas sans rappeler celle d'une Conférence territoriale élargie à toutes les forces vives présentées par le PCR ainsi que par plusieurs personnalités. Elle rappelle qu'une des préalables pour sortir de la crise par le haut, c'est d'entendre les appels à remettre à plat un système à bout de souffle. En effet, plus d'un mois après le déclenchement du mouvement des gilets jaunes, les raisons de la crise sont toujours là. La période des Fêtes ne fera pas disparaître les inégalités, la pauvreté et le manque de transparence.

M.M.

Paris doit plus d'un milliard d'euros aux collectivités réunionnaises

RSA : l'État doit assumer ses responsabilités

Ce 21 décembre, la séance plénière du conseil départemental a été marquée par l'adoption à l'unanimité d'une motion relative au RSA. Le Département demande à l'État de reprendre la gestion de cette allocation, car le pouvoir central n'a toujours pas compensé financièrement le transfert de cette compétence à la collectivité.



Hier au Conseil départemental, il a été question du RSA. Depuis l'acte 2 de la décentralisation, la gestion de ce qui était alors le RMI a été transféré aux Départements, ainsi que la responsabilité du paiement d'autres prestations, comme l'AAH.

Alors que l'État s'était engagé à compenser à l'euro près le coût financier de ces nouvelles compétences, cela n'a pas été le cas. La dette de l'État envers le Conseil départemental de La Réunion dépasse maintenant le milliard d'euros.

En France, d'autres collectivités confrontées au même problème

ont décidé d'agir pour que l'État tienne sa parole. Une des revendications est d'exiger de l'État qu'il reprenne la gestion du RSA. La non-compensation de cette charge financière pèse en effet sur les finances des collectivités. C'est d'autant plus le cas à La Réunion, où la situation sociale «hors norme» contraint une part importante de la population à survivre avec le RSA, tandis que l'état de pauvreté a pour effet une réduction des recettes fiscales. Pour ne rien arranger, les restrictions financières imposées par l'État aux collectivités s'appliquent à La Réunion. Lors de son intervention,

Cyrille Melchior, président du Département, a souligné que le montant des dotations de l'État aux collectivités de notre île est passé de 662 millions d'euros en 2013 à 500 millions d'euros en 2017, soit une baisse de 15 %.

D'où un appel à retrouver l'esprit du Conseil national de la résistance, qui a abouti à la création de la Sécurité sociale. Il s'agit de créer les conditions pour qu'un Réunionnais ait les mêmes droits qu'un citoyen de Paris. La demande de recentralisation du RSA permettra de déployer plus de politiques de prévention, d'insertion, a précisé Cyrille Melchior.

In kozman pou la rout

« I done in plas pou rakokiyé, ala ké li rode alonzé »

Dizon sa i vé dir a popré : i done in pyé i pran in karo. An parlann pyé épi d'karo, mi souvien in zistoir la spassé pou vréman. Konm siklone téi ariv é konm bann zoinalyé l'avé poin granshoz pou manzé in gramoun moin té i koné bien l'avé done in pti bazar bann zoinalyé épi la done azot galman in pyé manyok. In ga té apèl Polin, li l'avé gingn in pti bazar épi dé pyé maniok pou li zète in èye dsi bann zanimò. Polin bien kontan la komans par invite son bann kamarad pou zoué kart lo soir, épi la di : nou va fé in bouyé manyok é inn rant zot v'amène do sik, moin mi done la matyèr promyèr,.. Siklone la tourn otour la Rényon omoins ui zour é kan solèye la pran lo déssi, lo gramoun la desid alé vizite in pé son bitasyon. Sirpriz, sirpriz ! Lo bann pyé maniok lété dobout, mé lo bann manyok lété fine délojé, kaziman désouné. Sé dir azot si lo gramoun lété an kolèr, sé dir azot si Polin la pa gingn arienk konpliman pou in bone rézon : la done ali in pyé-mèm dé !-, li la pran in karo. Alé ! Mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

Edito

La prime de fin d'année accentue les inégalités car l'État refuse de payer

La question de la lutte contre les inégalités est au cœur du mouvement social déclenché par les gilets jaunes le 17 novembre. Pour tenter de stopper la dynamique, le gouvernement a décidé plusieurs mesures. Sur la question des salaires, une des décisions va encore accentuer les inégalités : le versement d'une prime exceptionnelle qui ne sera pas soumise aux cotisations sociales et fiscales des entreprises.

Cette proposition faite par le président de la République laisse son montant au bon vouloir des employeurs. Le premier à se prononcer est l'État. Il a décidé de ne rien donner. En France, la Région Bourgogne-Franche Comté a choisi ce verser une prime de 200 euros à 4.500 agents. Qu'en est-il des autres collectivités ?

De plus, la totale liberté laissée aux entreprises sur ce point entretient les tensions. De grands groupes français ont donné une suite favorable, dont Total et la SNCF. Pour Engie, la prime exceptionnelle sera réservées à ceux qui gagnent moins de 2000 euros par mois.

A La Réunion, il est clair que de nombreuses entreprises vont s'appuyer sur l'existence d'un mouvement social susceptible de provoquer des pertes pour refuser de verser cette prime. Tous les fonctionnaires d'État en seront exclus alors que c'est l'incertitude dans les collectivités.

Il eut été plus simple que l'État prenne à sa charge le coût d'une décision du gouvernement, afin de l'appliquer à tout le monde, notamment les personnes qui dépendent des prestations sociales pour survivre. Ceci aurait permis d'éviter qu'une nouvelle décision de Paris accentue les inégalités à La Réunion.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Commémoration du 170e anniversaire de l'abolition de l'esclavage

20 décembre à Sainte-Suzanne : Madagascar à l'honneur



Sainte-Suzanne est un des berceaux du peuplement de La Réunion. Les premiers Réunionnais venaient de Madagascar, et c'est la Grande île qui était à l'honneur à Sainte-Suzanne à l'occasion de la commémoration du 170e anniversaire de l'abolition de l'esclavage à La Réunion.

Cette année, la commune de Sainte-Suzanne avait décidé de faire de Madagascar l'invité d'honneur de la commémoration du 170e anniversaire de l'abolition de l'esclavage. La Grande île a en effet fortement contribué au peuplement de La Réunion. Les premiers Réunionnais venaient d'ailleurs de Madagascar. C'est aussi dans ce

pays que de nombreuses personnes ont été arrachées à leur terre pour être transportées à La Réunion en tant qu'esclaves.

Certains d'entre eux ont choisi de se révolter en s'échappant de la plantation. Ils ont alors participé à la création d'un royaume de l'intérieur, dont les traces sont toujours présentes. En effet, de nombreux noms de lieu sont issus de l'ancien malgache et sont parvenus jusqu'à nous, rappelant l'influence de ce pays dans notre histoire.

La commune de Sainte-Suzanne est d'ailleurs jumelée à celle de Moramanga à Madagascar. Moramanga occupe une place particulière dans l'histoire de nos voisins. C'est en effet le point de départ de

la révolte de 1947, qui aboutit à une répression qui tua plus de 100.000 Malgaches. Ils se battaient pour avoir le droit d'être libérés de la colonisation, pour être respectés en tant qu'êtres humains. Un combat qui était alors soutenu par les progressistes réunionnais, ce qui fut un des temps forts de la solidarité entre nos deux peuples.

A Sainte-Suzanne, le temps fort des commémorations était le défilé qui a traversé la ville le soir du 19 décembre. Aux côtés des associations, Maurice Gironcel, maire, et les élus du conseil municipal, ont marché avec la population. Retour en images sur cet événement.



Oté

Zistoir Dimilyé avèk Grandyab-promyé bout

La rantré dann lo zistoir :

Kan moin lété pti mon papa téi rakont anou - amoin avèk mon bann frèr épi ma sèr - zistoir. Li té i rakont sa si tèlman bien nou téi ékout sa, sanm pou moin, myé k'si lété lo mètr lékol. Zordi moin lé granpèr é mi rakont son bann zistoir dé an parmi mon bann pti zanfan é mi pé jur azot lo dé zanfan i ékout é i ékout bien sa zistoir-la... Solman avèk l'az la mémoir i afayi in pé-mi koz pou moin - é kan mi rode kisoï in nom, kisoï in l'épizod, kisoï in détaye mon mémoir i ariv a flanshé. Rozman dann mon fratrie nou lé sète, sis garson fini bononm dopi lontan épi in sèr. Donk si in pyès i mank ou i pé trouv shé in n'ot. Pars mon papa la fine alé é li la pa la pou rafréshi mon mémoir - pétète an rêv... kisa i koné ? - Sé konmsa moin la fini par domann in frèr si li néna lo tèks zistoir Dimilié é konm li l'avé, li la anvoye pou moin. Gran mèrsi mon frèr Axel, moin la bien gingn out tèks é mi pans bann léktèr Témoignaj sar kontan lir sa zot osi épi rakont z'ot zanfan épi z'ot ti zanfan. Lé pa défandi par la loi é nout kiltir popilèr i doi pa pèrd. Mon frèr mi koné koman ou i yèm nout kiltir é mi pé dira aou moin osi, mi ador nout kiltir popilèr.

L'avé inn foi pou inn bone foi, mésyé lo foi, la manz son foi èk in grinnsèl !

Donk l'avé in boug lété for vèye pa koman ! son nom : Li téi apèl Dimilié. Mi koné pa pu kosa, é si zot i koné obli pa dir amoin. Dimilié l'avé in baton. In baton lour sépa koman. In gran baton. In gran pié koko, soman pli olide. In pié boi-d'fèr batar alor : dir, lour, é li amen sa partou avèk li, konm kan ou la afayi ou I amenn in baton avèk ou. Dizon li téi marsh avèk sa konm désèrtin gramoun i marsh avèk in baton kan la fine pèrd in pé la fors - Pou lit é in n'ot afèr pars lété konm son kon pagnon, in bèl boi, dir,

lastik épi antansyon si ou la gingn in kou d'baton-la.

Dimilié l'avé ashèt in boute la tér dan lé o pou li travay - in lang de tèr i sort lo batan lé lam, ziska somé bann montagn ko nm téi fé isi La Rényon dann tan l'avé poin bonpé zabitan. Mé li téi vé pa travaye sa tousèl, li l'avé bézoin bra for pou travaye vèk li épi i fo pa ni kashyète déyèr in zèrb Sin-Pol li l'avé in pé lo moiyn. Donk té i fo ali lo z'onm solide pou alé èk li. Dimilié i fé bate tanbour dan la vil pou trouv plizyèr pèrsone pou tabaye avèk li. Tanbouryé i di : « Si ou lé solide, vien marsh èk Dimilié ! Pou amontr out forse, out kouraz, lèv baton Dimilié, marsh ansanm sinpleman. Dimilié i pèye ! Ala larzan ! ». Alors kandida pou travay i mank pa. Z'onm for i mank pa ! Soman, na poin personne kab sréti lèv baton Dimilié. Rode ankor partou dan la vil, partou : i trouv pa minm. Shak kandida i fors mèm, mé san rézilta, zorgane lé riskab désann.

Kriké ! Kraké ! Kriké Mésyé ! Kraké Madam !

Finalman, na inn i apèl Transh - montagn, la gingn lèv lo baton, la fé troi - kat pa ansanm. Dimilié i di, in pé an regré :

« La poinn méyèr k'li nou va pran touzour sète-la ! ». Tap dan la min : anboshé !

Déza inn, mé-soman Dimilié la bezoin plizyèr. Dan la vil na pi. I fo alé dan d'ot vil.

I sava. I fé bate, rebate tanbour, i rode minm. Finalman, i trouv in ot boug i gingn lèv in pti pè son baton. I apèl Fondèr-d'plon. Bon, Dimilié i di. A troi sar bon, nora asé...

Zistoir la pankor fini-promyé bout la fini-dézyèm bout va vni san tardé.

Justin